

Oui à la vaccination ! Non au flicage ! Non à la régression sociale ! Oui à l'action revendicative !

Le variant delta se propage et les services d'urgences toujours en manque d'effectifs sont inquiets. Cette crise met en exergue les limites des politiques libérales menées pour le seul Capital.

Le gouvernement impose le pass sanitaire pour l'accès à certains lieux obligeant organisateurs et professionnels aux vérifications. Les collégiens et étudiants non vaccinés se verront **évincés** des cours en cas de Covid dans leur classe. Quant aux salariés, pour qui la vaccination est obligatoire, ils seront sanctionnés par la pose de congés avant d'être reclassés ou licenciés : **des chômeurs sanitaires ?** Ce pass met les non vaccinés à l'index et opère une ségrégation. Pourtant, la vaccination reste le moyen le plus efficace pour contrer ce virus. Encore faut-il que toute la population soit vaccinée. Le seul moyen efficace, solidaire est la levée de la propriété privée sur les brevets pour la diffusion des vaccins dans le monde évitant ainsi les profits inadmissibles des grands groupes pharmaceutiques. **Une maladie mondiale nécessite réponse et coordination mondiale.**

La CGT est pour la vaccination mais s'oppose à toute obligation et à toutes mesures antisociales.

Nous ne tombons pas dans le piège de la division mais nous dénonçons certains propos haineux prononcés ou affichés. Nous savons qui est à la manœuvre. Nous n'oublions pas pour autant les autres enjeux annoncés par E. Macron : la réforme de l'assurance chômage (*suspendue par le Conseil d'État*) et la réforme des retraites qui serait engagée « *dès que les conditions sanitaires seront réunies* », comme le préconisait le président du Medef.

Le 1^{er} octobre, les retraités, le 5 octobre en interpro, à l'appel de plusieurs organisations, nous dirons non à une nouvelle casse sociale et démocratique et porterons nos revendications sur le pouvoir d'achat, le service de santé vu dans sa globalité et les conditions de vie.

Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique, la CGT propose une pétition :

[https:// www.cgt.fr/actalites/sante/mobilisation/petition-loi-sanitaire-et-regressions-sociales-venir](https://www.cgt.fr/actalites/sante/mobilisation/petition-loi-sanitaire-et-regressions-sociales-venir)

Syndicalisation

Pour la mise à jour du fichier des syndiqués, le CoGiTiel, et pour recevoir les informations CGT, pensons à envoyer nos coordonnées (mail, téléphone, adresse) à notre syndicat.

Châteaubriant : 80^{ème} anniversaire des exécutions du 22 octobre 1941

Tous les ans, la CGT rend hommage à ces militants communistes, et pour beaucoup aussi militants CGT. Fusillés pour leurs idées, ils luttèrent contre le régime de Vichy et contre la barbarie nazie. En cette période nauséabonde où fachos et extrême droite sont à l'œuvre, la bataille pour les libertés et la démocratie n'en est que plus exigeante.

L'OIT œuvre à des solutions innovantes pour éliminer le travail des

enfants, du travail forcé, de la traite des êtres humains et de l'esclavage. La CGT demande à La France, la ratification de textes internationaux de l'OIT et les mesures efficaces de lutte contre ces phénomènes sur les travailleurs migrants, sur les travailleurs domestiques, sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et les membres de leur famille.

Travailler moins, Travailler mieux, C'est possible et urgent !

Reprenons la main. La réduction du temps de travail n'est ni l'ennemie du salaire ni de l'emploi et est requise pour faire face à la crise. C'est un levier de réduction des inégalités femmes-hommes. Elle préserve l'environnement, transforme la société prend en compte les évolutions

technologiques, réduit la pénibilité pour pouvoir partir à la retraite à 60 ans en bonne santé et à taux plein.

Luttes gagnantes

Marseille 08, Aubagne, Dreuilh (09), par l'action, ont gagné, selon leurs services, sur des créations de tournées, des renforts, de la promotion, sur la durée du travail etc. Béziers, la fermeture de la boutique Orange était annoncée... La lutte a permis le maintien des régimes de travail et de l'activité sur le nouveau site de Béziers.

L'Opérateur de compétences de la construction (Opco), excluant la CGT de ses instances paritaires, était menacé de démantèlement faute d'accord. Toute la formation professionnelle, l'apprentissage et le

financement des formations des salariés étaient en suspens. Devant l'urgence, un **accord unanime** a été signé prenant en compte la représentativité dans la gouvernance de l'OPCO, gage de respect du vote des salariés aux élections professionnelles.

Accord social rejeté

Proposé par La Poste pour la distri, il recueille moins de 30%. C'est un revers cuisant pour La Poste mais surtout le résultat d'un profond mécontentement des facteurs qui souffrent de TMS, de stress, de non reconnaissance, de mauvaises conditions de travail. La CGT estime que ce rejet constitue un appui important pour concrétiser des mobilisations de tous les métiers postaux.

Vie nouvelle

MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT



ACTUALITÉS La retraite par points a du plomb dans l'aile
INTERNATIONAL MAGAZINE Je m'abonne geur

J+3... etc.

Le gouvernement attribue à La Poste 500 millions pour les missions de service public, sans autre précision : La distribution journalière du courrier, de la presse, l'accès facile aux bureaux de poste, aux services bancaires ne sont-ils pas de ces missions ? Il faut croire que NON puisqu'ils sont réduits à la portion congrue. Dernier exemple en date : « l'offre de service public sera fondée sur un acheminement ciblé sur le J+3 ». Traduction : de moins en moins de distri quotidiennes, plus de titulaire de quartier, des emplois en moins.

Les entreprises des Télécoms externalisent l'activité et recourent massivement à la **sous-traitance**. Les

accidents de travail chez les sous-traitants se multiplient. La qualité de service pour les usagers se dégrade fortement. Les opérateurs privatisent les profits et rendent publique les pertes. Ce secteur stratégique ne peut être laissé aux mains des intérêts financiers.

Agirc-Arrco : des mesures régressives

Un simulacre de négociation pour faire payer la crise aux salariés et retraités : sous-indexation de la valeur de service du point, annulation de la baisse de son prix d'achat. Pourtant, le régime dispose de réserves solides (61 milliards) qui pourraient encore croître en faisant contribuer le patronat comme le demande la CGT. L'équilibre du régime ne peut se faire au détriment des droits des actifs et retraités

Notre protection sociale en danger

Macron a annoncé la poursuite de la casse des conquits sociaux : réforme de l'assurance chômage (*contre l'avis de tous les syndicats*), celle des retraites pour faire travailler plus longtemps avec moins de droits. Il joue la carte de la division et de l'opposition entre travailleurs pour accroître une fois de plus les inégalités et la pauvreté de nombreux salariés et retraités. Mobilisons-nous pour le progrès social !

Lutter contre les violences faites aux femmes !

30 % de femmes victimes de harcèlement sexuel au travail. 70 % n'en parlent pas ; quand c'est le cas, 40 % estiment que ça s'est réglé en leur défaveur. Il faut protéger les femmes au travail, de nouveaux droits pour les salariées victimes de violences conjugales, sanctionner les entreprises qui n'ont pas de plan de prévention contre les violences sexistes. La CGT et des associations ont interpellé le gouvernement à ce sujet.

INTERNATIONAL

Myanmar : le Gouvernement NUG, en exil reconnaît les crimes à l'encontre des Rohingyas. Depuis

au moins 2016, et depuis les massacres de 2017, la CGT, a maintes fois interpellé les syndicats du Myanmar sur le génocide effectué par l'armée du Myanmar à l'encontre des Rohingyas, sans réactions ni du gouvernement, ni de la société civile du Myanmar, ni même des syndicats du Myanmar. Le gouvernement en exil propose que la loi de 1982 sur la citoyenneté, ayant rendu les Rohingyas apatrides, soit abrogée. A sa place, il y aurait une nouvelle loi qui « fonderait la citoyenneté sur la naissance sur le sol du Myanmar ou hors du pays mais de parents citoyens du Myanmar ». Les Rohingyas ont droit à la citoyenneté par des lois conformes aux normes fondamentales des droits humains et aux principes fédéraux démocratiques.

Cuba si !

La Cgt condamne l'attentat contre l'ambassade cubaine à Paris. Il est une conséquence de l'alignement politico-médiatique de la France sur l'impérialisme US. Depuis 59 ans, le peuple cubain souffre de l'embargo imposé par les USA qui limite l'accès aux matières premières, aux biens et services et au financement international. Les difficultés quotidiennes deviennent intolérables, il est grand temps que les décisions de l'ONU s'appliquent. Un autre comportement sera ressenti comme une volonté de déstabiliser la grande île. Mais n'est-ce pas là le but recherché ?

Iran : La CGT avec d'autres orgas soutient les salariés en grève

Plus de 10 000 de travailleurs sous contrats précaires ou sans contrat, d'environ 70 entreprises sous-traitantes du secteur pétrolier sont en grève dans le sud de l'Iran. Ils refusent la création par le pouvoir de « Conseils islamiques du travail ». Le « Conseil organisateur des travailleurs de la sous-traitance dans le secteur du pétrole » est notre voix et le symbole de notre unité, celle des travailleurs". La grande majorité de la population et la diaspora iranienne les soutiennent aussi.